



Eisenhower décidé à prendre au mot les propositions russes

Il a donné à Bohlen son ambassadeur à Moscou les plus larges pouvoirs pour traiter avec Malenkov

LE POINT

La peur de la paix

DANS tous les pays du monde l'opinion publique a accueilli les manifestations de l'offensive de paix soviétique avec un immense espoir. La cohabitation pacifique des mondes communiste et occidental cesse d'être un slogan de discours de propagande pour revêtir des formes concrètes. Tel est le fait nouveau dont il est impossible de ne pas tenir compte.

Mais aussitôt, accentuant les oppositions latentes entre les peuples et leurs dirigeants, une contre-offensive, d'abord hésitante, se précise et se développe. Car la paix fait peur à certains. Il est tellement plus facile d'armer, et de maintenir des économies chancelantes en agitant le spectre d'une guerre, et en légitimant les sacrifices exigés, par de « nobles » préoccupations de défense nationale.

Les gouvernements l'ont tout de suite compris, et à tour de rôle s'empressement de signaler à leurs « sujets » les dangers que présenterait le fin de la guerre froide.

Dangers pour qui ? Nous n'avons pas, à « Combat », la réputation de céder aux illusions, et savons, aussi bien que n'importe quel prophète à bon marché, que la loi interne du communisme est son désir d'extension. Profiter des contradictions du monde capitaliste, de son impuissance à assurer à ses populations (au moins en Europe et en Asie) un standing de vie décent, est évidemment un moyen auquel ne renoncera pas la propagande.

Le mythe des divisions blindées soviétiques défilant à travers l'Europe était commode, car il permettait de renvoyer à plus tard une politique sociale hardie, et d'imposer aux masses des sacrifices et un niveau de vie très bas.

Mais en l'avant avec cynisme les éternels hommes « prudents » qui ne résistent pas à la tentation de rejeter les possibilités de paix, avouent en même temps leur impuissance à lutter sur ce terrain de la paix.

Ainsi, la guerre froide une fois terminée, les combats ayant cessé en Asie, une solution intervenue en Allemagne, le désarmement entrepris, le monde occidental sous-jacent à la menace des destructions et des combats sanglants serait incapable de démontrer son excellence par les faits ?

Renoncera-t-il à la possibilité même de prouver aux travailleurs la supériorité de son régime de « liberté et de dignité humaine » pour lequel il est prêt à affronter la guerre ?

Il est possible, et il est même certain que l'URSS ait compris que la propagation de la doctrine communiste par la force entraînerait une guerre terrible où les destructions, en Russie même, compromettraient l'avenir du stalinisme.

Il est non moins probable, et aussi certain, que les dirigeants du Kremlin croient que la paix est plus propice à leurs desseins. Mais les peuples préfèrent la paix. A leurs gouvernements de faire en sorte que cette paix, une fois établie, s'ouvre enfin l'ère de la justice sociale. En refusant l'épreuve, les gouvernements démontrent à quel point ils étaient déjà résignés au pire, c'est-à-dire à la guerre.

Certains industriels malhonnêtes, dont les affaires périclitent, ne craignent pas parfois de mettre le feu à leur usine. Ils ont souscrit, au préalable, une bonne police d'assurance contre l'incendie.

Que les « responsables » du monde occidental n'aillent pas croire qu'une assurance les protégerait contre la déconvenue. Les peuples, si par leur faute, l'occasion était perdue de faire la paix, et s'ils se résignaient à l'incendie.

Comme un industriel en déconfiture.

Jean FABIANI.

LES déclarations formulées par le général Eisenhower lors de sa conférence de presse confirment ce que l'on devinait depuis quelques jours : le président des U. S. A. est « en flèche » par rapport au Département d'Etat, aux milieux politiques américains et à ceux des hommes d'affaires, sur la question d'un rapprochement entre l'Est et l'Ouest. Les diplomates et les militaires, outre leur méfiance congénitale à l'égard des intentions de Moscou, redoutent le relâchement que provoquerait infailliblement une détente dans l'organisation atlantique.

Déjà, on estime à Washington que l'offensive de paix soviétique est une catastrophe pour la ratification du traité d'Armée européenne que les réticences politiques et économiques à l'égard de la politique de réarmement se-

ront considérablement renforcées. Les économistes et les businessmen ne cachent pas leur appréhension devant les conséquences d'une détente. La machine américaine orientée depuis le début de la guerre de Corée vers le réarmement pourra-t-elle revenir sans dommage à l'économie de paix. Beaucoup plus que les éventuelles intentions des Russes, ce sont ces perspectives économiques redoutables qui provoquent les réticences et la tiédeur de Washington devant les avances soviétiques.

La mission de Bohlen

Eisenhower ne semble pas partager ces craintes ; tout au moins dans la même mesure. Au cours de sa conférence de presse, il a déclaré que « toute offre de paix soviétique devrait être considérée comme une offre sincère ». Et s'il n'est pas certain qu'il ait chargé le nouvel ambassadeur américain à Moscou, M. Bohlen, de remettre un message personnel à M. Malenkov, il est probable qu'il a donné à son ambassadeur la plus large liberté pour entreprendre des conversations directes et étendues avec les successeurs de Staline.

Cette attitude procède à la fois de la sincérité et du calcul politique. Il y a sincérité dans la mesure très large selon les observateurs politiques où le Président, homme de compromis, est partisan d'un règlement pacifique des problèmes entre l'Ouest et l'Est. Il y a calcul dans la mesure où le Président inspire par certains de ses conseillers fait confiance à l'arme psychologique. Eisenhower ne veut pas qu'aux yeux de l'opinion mondiale, le gouvernement américain porte la responsabilité de l'échec de l'offensive de paix soviétique.

Le Président des U. S. A. estime que les communistes n'ont pas abandonné leurs desseins fondamentaux, mais il pense qu'une détente provisoire ne peut être repoussée et que la seule façon de réagir à l'offensive de paix communiste, c'est d'en accepter les propositions du moment qu'elles sont appuyées sur des faits tangibles.

Ne pas laisser faire à Moscou tout le chemin

Cette position du Président serait soutenue par la délégation américaine à l'O. N. U. qui aurait été vivement impressionnée par les réactions favorables provoquées par l'offensive de paix soviétique parmi les autres délégations.

Aussi est-il probable que malgré certaines influences, Eisenhower ne laissera pas faire aux Soviétiques tout le chemin, sans pour cela abandonner avant longtemps les lignes fondamentales de la politique américaine.

D. ALBO.

M. FOSTER DULLES : Réduction considérable de l'aide U.S. à l'étranger

WASHINGTON, 3 avril. — M. Foster Dulles a estimé, au cours de sa conférence de presse, que l'administration Eisenhower pouvait opérer une réduction considérable du budget de l'aide à l'étranger, budget qui s'élève actuellement à 7.600 millions de dollars, sans compromettre la sécurité de l'Occident.

Interrogé sur le point de savoir comment les Etats-Unis pourraient réduire le programme d'aide sans porter atteinte à leurs objectifs, M. Dulles a déclaré qu'il faudrait recourir à une utilisation plus large des fonds pour les commandes off-shore.

Il n'a pas donné de précision sur la réduction de l'aide

Possibilité d'« arrangements pratiques » avec l'URSS

A propos des dernières initiatives soviétiques, le secrétaire d'Etat américain a fait preuve, au cours de sa conférence, d'une grande réticence.

Rien de ce qui s'est passé la semaine dernière, a-t-il indiqué, n'apporte un changement quelconque au danger qui menace le monde occidental.

Pour M. Dulles, il est possible de conclure avec les communistes des arrangements pratiques, s'ils peuvent être utiles, mais seulement dans la mesure où ils n'aveuglent pas les alliés occidentaux sur la permanence du danger fondamental que représente le communisme.

M. Dulles a déclaré qu'il fondait son opinion sur trois facteurs décisifs : l'Union soviétique est un pays totalitaire ; ses dirigeants sont essentiellement hostiles à tous les peuples qui refusent d'accepter leur croyance fanatique ; ces dirigeants n'ont aucun scrupule moral à employer la violence pour atteindre leur but.

Rien ne pourra changer cette situation a réaffirmé le secrétaire d'Etat.

Un journaliste a alors fait remarquer au secrétaire d'Etat qu'il semblait difficile de concilier son attitude avec celle du Président Eisenhower pour qui toute offre de paix soviétique doit être considé-

renvisagée par l'administration. — On peut obtenir les mêmes résultats avec moins de dollars, a-t-il ajouté, en améliorant l'efficacité de l'aide et en augmentant les commandes off-shore.

En revanche, le secrétaire d'Etat a révéilé qu'il a fait savoir aux Français qu'une aide accrue leur sera accordée pour l'Indochine.

réée comme sincère, jusqu'à preuve du contraire.

M. Dulles a affirmé que le Président Eisenhower avait exprimé la thèse du gouvernement et qu'il était aussi d'accord pour s'en tenir à la discussion de problèmes concrets avec les communistes, quand cela pourrait être utile.

Sur deux notes

L'EPOQUE où les bizarreries des coutures imposent à la mode d'étonnantes variétés, il m'a paru opportun de demander aux antiquaires dans quelle mesure les caprices du goût les avaient affectés dans le passé.

La Semaine de la Rose et les vitrines inspirées des chansons allaient naturellement diriger mes pas vers la rue Saint-Honoré. Ce fut ainsi que je me retrouvai assis sur l'un des canapés Louis XV de Mlle Yvonne de Brémond d'Arès... l'une des seules dont on aurait mauvaise grâce de dire avec la comtesse de Séguir qu'elle fit les Malheurs du Sofa.

Avez-vous connu, mademoiselle, des maniques de l'antiquaire ? Oh ! oui, monsieur... (un doigt de thé entre une comode de Coromandel et un échiquier du Roi Soleil). Tenez ! Plus tard que l'un de ces derniers jours, un distingué nonagénaire vint me voir, peu de soirs avant celle de Noël...

— Quelque cadeau ? — Oui ! A lui faire ! On a lui vendre ! Il avait vu chez moi une petite boiserie authentique de la marquise de Pompadour, décrochée du château de Bellevue.

— Et alors ? (dit le reporter à l'éché à la seule évocation de la mar-

Aujourd'hui à la C. G. T.

AUTO-FÉLICITATION ET AUTO-CRITIQUE

à propos de la lutte contre le « complot »

CONVOQUE extraordinaire, le Comité confédéral national (organisme statutaire composé des représentants des Fédérations d'industrie et des Unions départementales) de la C.G.T. se réunit aujourd'hui à Paris. A l'ordre du jour ne figure qu'un seul point (son rapporteur n'est pas connu) : « la lutte contre le complot ».

D'entrée, les dirigeants vont se féliciter du « premier et important succès de la protestation populaire » à savoir la libération d'André Tolle, secrétaire de l'Union de la R.P. et de Jean Meunier, rédacteur au journal de l'U.J.R.F. : « L'Avant-Garde ».

Mais, en regard de l'actif du mouvement déclenché depuis les arrestations des dirigeants cégétistes et communistes, il y a le passif. Ce dernier, M. Raymond Guyot, député communiste de la Seine et membre du Bureau politique du P.C.F. l'a établi, mardi dernier, devant les membres des Comités de section de la Seine. Après avoir affirmé, en préambule, « Si le mouvement de protestation est seulement plus grand, plus développé qu'en juin et octobre 1952, nous ne vaincrons pas et l'ennemi portera... un nouveau coup... plus dur encore... » M. Raymond Guyot a examiné la situation dans la région parisienne.

Métallurgie :

Si des mouvements ont eu lieu dans le bâtiment, dans l'industrie du gaz et de l'éclairage, dans les services publics, « quelques secteurs marquent cependant du retard, notamment les communaux, les bureaux de la Préfecture de la Seine, etc... »

« Dans la métallurgie... il y a de grandes inégalités... La « journée d'action » qui a eu lieu jeudi avait pour objectif d'entraîner de nouvelles entreprises dans la bataille et ainsi créer les conditions pour un mouvement d'ensemble de la métallurgie parisienne ».

L'objectif a-t-il été atteint ? Partiellement, malgré la liste impressionnante en apparence de « débrayages » en général inférieurs à 1 heure, publiée par l'« Humanité » d'hier. Chez Renault, où, pour la deuxième fois, le secrétaire général Roger Linet, également député, a pris la parole, les arrêts de travail n'ont affecté que quatorze départements et les mouvements énumérés n'ont duré qu'une demi-heure.

Mineurs :

« D'autres corporations ne se sont pas encore lancées dans l'action : P. T. T., alimentation, produits chimiques, livre, fonctionnaires, employés », avait noté également M. Raymond Guyot. Or, P. T. T. et fonctionnaires (dont un des dirigeants vient d'être adjoint au bureau confédéral) ne se sont retrouvés qu'à « quelques centaines », jeudi, à la Bourse du Travail.

Dockers et mineurs n'ont pas... E. C.

(SUITE PAGE 5, COLONNE 1)

EN PAGE 5 :

M. FRACHON :

« Je suis en France, et je m'y trouve bien. »

Temps très mauvais en général, annonce la Météo, mais...

430.000 VOYAGEURS QUITTENT PARIS

par le train pour Pâques



Tandis que les Parisiens désertent en masse la capitale, de nombreux touristes étrangers sont venus les remplacer. Notre cliché : un groupe de jeunes Anglaises admire, de l'Arc de Triomphe, le panorama.

P.-E. VICTOR garde ses chiens

LES chiens de l'expédition polaire française resteront à leurs premiers maîtres. Tel du moins en a décidé un jugement en référé qui a débouté M. Barclay de sa demande de mise sous séquestre. On sait que M. Barclay prétendait avoir acquis en novembre dernier la propriété de ces meutes (que les membres de l'expédition polaire française étaient décidés à abattre) moyennant le remboursement des frais de transport et de nourriture.

Le tribunal n'a pas admis sa thèse et les chiens qui arrivent aujourd'hui à Marseille seront remis à Paul-Emile Victor.

Mais ce jugement ne règle pas complètement le sort de ces chiens. Qui seront leurs nouveaux maîtres ? M. Paul-Emile Victor, que nous avons pu joindre, nous a en effet déclaré que les expéditions polaires françaises n'ont pas les moyens de les garder. L'entretien d'un chénil revient à plus de 250.000 francs par mois. D'autre part, contrairement à ce qu'affirme M. Barclay, les chiens polaires ne peuvent pas vivre en meute : ils risquent de s'entre-dévor.

« Je les connais bien, nous a dit Paul-Emile Victor, ayant parcouru plus de 15.000 kilomètres avec eux. J'y suis d'autant plus attaché qu'ils ont sauvé plusieurs de nos camarades. Mais nous n'avons pas les moyens de les garder. Nous allons les répartir entre des familles de montagnards où nous serons sûrs qu'ils seront humainement traités. Seul d'ailleurs un climat de montagne peut convenir à ces bêtes habituées à vivre sous des latitudes polaires. Nous ne voulons pas les confier à un éleveur, mais assurer à ces fidèles compagnons de nos luttes et de nos victoires la sécurité et l'affection auxquels ils ont droit. »

Les élections municipales

11 avril : ouverture de la campagne électorale

La campagne électorale pour les élections municipales s'ouvrira officiellement le samedi 11 avril date à laquelle pourront commencer les dépôts des listes de candidatures, à Paris et en banlieue. Ces dépôts accompagnés du cautionnement réglementaire de 500 francs par candidat devront être terminés au plus tard le 17 avril à minuit à Paris et le 20 avril dans les 80 communes de banlieue. La campagne électorale prendra fin le 25 avril à minuit, huit heures avant l'ouverture du scrutin qui sera clos à 18 heures.

L'EXODE des Parisiens a commencé à la veille des fêtes de Pâques. Proches ou lointains, parents ou amis ont été prévenus, et les « trous pas chers » recensés.

Mais l'inquiétude envahit chacun. Fera-t-il beau ? On le souhaite. Pourtant, la météo n'est pas encourageante et, pour une fois, elle n'hésite pas à répondre : « Le temps sera très mauvais en général ! »

N'oubliez donc pas vos imperméables !

En décomposant, voici les prévisions pour les trois prochains jours :

SAMEDI. — Dans le bassin parisien, le temps sera très nuageux ou couvert avec précipitations sous forme d'averses. Vent sud-ouest modéré, température stationnaire. Sur le reste du territoire, le temps se maintiendra pluvieux en montagne et dans le Midi. Les températures resteront relativement froides aux environs de 13 à 14 degrés.

DIMANCHE. — Le temps restera médiocre, avec averses généralisées, un vent modéré passant à ouest soufflera parfois en rafales et la température sera en baisse sensible.

LUNDI. — Temps très mauvais en général.

En dehors de la Côte d'Azur et de certaines (rares) régions privilégiées, la Normandie et la Bretagne bénéficieront d'un temps relativement meilleur.

A titre d'indication, notons quelques températures relevées hier soir à 16 heures : 17° à Paris (15° pour sa banlieue), 26° à Bordeaux, 19° à Marseille, 23° à Strasbourg, 9° à Cherbourg, 18° à Toulouse et 22° à Orléans.

450.000 voyageurs en trois jours

Il semble, pourtant, que ces prévisions pessimistes ne découragent pas tous les Parisiens. En tenant compte de la progression annuelle des départs et en se ba-

3.000 agents contrôleront les routes aux portes de Paris

Pour canaliser le flot de voitures qui quitteront Paris durant les fêtes de Pâques, un dispositif de sécurité d'une ampleur jamais atteinte jusqu'ici, sera mis en place sur tout le territoire.

C'est ainsi que 3.000 hommes seront chargés de contrôler le trafic aux portes de la capitale, et que les 50.000 gendarmes disséminés dans toute la France ont reçu des consignes très strictes pour assurer la circulation et inciter les automobilistes à la prudence.

sant sur les statistiques établies en 1952, on peut estimer à près de 450.000 le nombre de voyageurs qui prendront le train dans les gares de la capitale durant ces trois jours.

Plus de 91.000 places ont été louées au départ de Paris, contre 84.000 l'année dernière à pareille époque (soit une augmentation de 10 %).

La S.N.C.F., qui a déjà enregistré 142.000 voyageurs partant de la capitale, en 1952, soit 6 % de plus, estime que près de (SUITE PAGE 8, COLONNE 7)

Dimanche à Auteuil PRIX DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

De magnifiques fêtes pascalses sont offertes aux touristes. Dimanche Auteuil et lundi, réouverture de Longchamp.

Pour son ultime réunion dominicale de printemps, Auteuil a inscrit à son programme le Prix du Président de la République.

Ce grand steeple-chase doté pour la première fois de quatre millions au vainqueur promet d'être spectaculaire au plus haut point. Car sur le grand parcours qui emprunte la piste extérieure avec le rail detaché et l'obstacle le plus redouté de la butte Montmartre après la rivière des tribunes, 17 concurrents s'élanceront lorsque le starter abaissera son drapeau.

Aussi la lutte promet-elle d'être vive, car à priori tous peuvent gagner puisqu'il s'agit d'un handicap. Mais ce ne sera pas le seul attrait de la réunion. Nous retrouverons également nos meilleurs hurdle-racers aux prises, dans le Prix Le Goury qui devrait donner lieu à une belle arrivée.

Grand Sport donc sur la piste, mais ici, spectateur également au Pesage où nos grands courtiers enverront leurs plus jolis mannequins faire admirer leurs dernières créations ! — M.

17^e Année
Chaque Propriétaire de son toit
Tout en bénéficiant des primes de l'Etat, Vous pouvez disposer à bref délai du Capital pour CONSTRUIRE - ACQUERIR - AGRANDIR MAISON - FERME - APPARTEMENT - TERRAIN
CONTRATS : DURÉE 2 à 20 ANS - ACCESSIBLES A TOUTES LES BOURSES
CREDIT COOPERATIF FONCIER
S.A. COOP. PERSONNEL ET CAPITAL VARIABLES (CAPITAL ACTUEL 50 MILLIONS)
ENTREPRISE DE CREDIT OFFREE REGIE PAR LES LOIS DES 10-47 ET 24-52
Renseignements gratuits - AGENTS dans toute la France
PARIS - 49, avenue George V

